

géant! Je voudrais demander à la députée si cette hausse découle d'un plan clair et bien défini. Avaient-ils prévu d'augmenter la dette de plus de 100 p. 100, de plus de 100 milliards de dollars? Cette dette coûte aujourd'hui aux contribuables environ 39 milliards de dollars en frais d'intérêt chaque année. Aviez-vous un plan? Si oui, montrez-le nous.

• (1720)

Mme Dobbie: Madame la Présidente, le député sait fort bien que son parti avait perdu le contrôle de la dette quand nous avons été élus en 1984. Il est très difficile de renverser la tendance que les libéraux ont mis de 20 à 30 ans à établir. Je crois que le gouvernement a fait des progrès remarquables au cours des cinq dernières années. Il a réussi à assainir l'économie, ce qui signifiera plus d'argent, plus de choix et plus d'emplois pour les Canadiens et plus de possibilités pour les entrepreneurs.

Avant, nous reculions, mais aujourd'hui, grâce à nos plans, nous sommes en mesure d'aller de l'avant.

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Madame la Présidente, nous avons là un bel exemple, qui me fait penser au regretté philosophe britannique Bertrand Russell. À une question sur les économistes, il a répondu un jour qu'il n'en connaissait que deux dans le monde qui sachent démêler les complexités des systèmes économiques et monétaires internationaux. Malheureusement, a-t-il ajouté, ils ne s'entendent pas sur les solutions. Je suppose qu'il en est des économistes comme de la statistique, autant de théories que de données et d'économistes.

La question que je pose est fondamentale. Que devient la sagesse populaire quand on parle à un économiste ou à quelqu'un qui discute d'économie? Nous entendons beaucoup parler d'inflation. Comment la définir? La sagesse populaire définit l'inflation en termes simples: trop de dollars pour acheter trop peu de produits. Qui au Canada croit à une pénurie de produits? Qui estime qu'il y a trop de dollars pour les acheter? C'est incroyable que dans une société de haute technologie nous souscrivions encore à un mythe. Il est incroyable que ce mythe persiste. Nous parlons d'inflation, mais en connaissons-nous vraiment mieux les causes? J'en doute.

Initiatives ministérielles

J'entends les économistes discuter de la façon dont l'économie fonctionne. Je leur accorde une chose: ils excellent à expliquer leur erreurs après le fait.

Il n'y a aucun doute que le processus budgétaire apparaît au Canadien moyen comme un fouillis d'information, que je n'irais pas jusqu'à qualifier de gâchis. Essentiellement, nous voulons savoir combien nous paierons de plus. Et si jamais cela devait se produire, combien de moins. La plupart des gens n'ont ni le temps ni le goût d'étudier l'ensemble du processus. Le système est extrêmement complexe et compliqué. Même là, de nombreux facteurs entrent en jeu. Ce sont, évidemment, ce que nous appelons les considérations politiques. Des groupes d'intérêt font présenter par des démarcheurs des arguments pour ou contre des mesures. Le gouvernement prend toujours au sérieux les grandes entreprises parce qu'il veut une économie forte; c'est, du moins, ce qu'il prétend.

Quel est le rôle de la majorité des contribuables et travailleurs canadiens? En quoi l'élément essentiel du pays, la classe moyenne, participe-t-il au processus? La plupart des gens disent appartenir à la classe moyenne, mais, ces dernières années, un nombre de plus en plus grand d'entre eux joignent les rangs des classes moins favorisées, en raison des difficultés économiques que nous avons connues ces dernières années. Le gouvernement soutient qu'il s'inquiète des problèmes de la classe moyenne, qui forme l'élément essentiel du pays et constitue une composante indispensable de notre régime démocratique. Cependant, si cet élément fondamental de notre société perd de son poids, si son point de vue n'est plus entendu, on doit se poser la question suivante: qu'est-il advenu des principes que nous avons professés pendant de si nombreuses années et qui nous distinguent des autres pays, à savoir que nous avons à coeur le sort de nos semblables? La plupart des députés font certes partie de la classe moyenne, mais ils devraient tous confirmer que celle-ci est, d'année en année, de moins en moins écoutée.

Nous avons des déficits considérables depuis je ne sais combien d'années. Arrivé au pouvoir il y a cinq ans, le gouvernement actuel a promis de régler ce problème. Il n'a manifestement pas réussi: le déficit a plus que doublé au cours des dernières années.

Ce qui n'a pas empêché les ministériels de dire qu'ils savaient comment le réduire. Le temps va bientôt à leur